

**8° FORO DE BIARRITZ**  
**Rencontres Europe-Amérique Latine**

**Santiago du Chili - 8 et 9 octobre 2007**

<b>SYNTHESES DE LA RENCONTRE DES DIRIGEANTS LATINO-AMERICAINS : « la cohésion sociale et le futur de l'Amérique Latine »</b>
--

Lundi 8 octobre 2007 - Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL)

**Modérateur :** Patricio Aylwin, Président de Corporación Justicia y Democracia, ancien Président de la République du Chili

**Intervenants :**

**Rodrigo Borja**, Ancien Président de l'Equateur

**Marco Vinicio Cerezo**, Ancien Président du Guatemala

**Eduardo Frei**, Président du Sénat, Ancien Président du Chili

**Nancy Patricia Gutierrez**, Présidente Congres de la République, Colombie

**Patricia Mercado**, Ancienne Candidate a la Présidence, Mexique

**Carlos Mesa**, Ancien Président de la Bolivie

**Paco Moncayo**, Maire du District Métropolitain de San Francisco de Quito, Equateur, et Co-président des Villes et des Gouvernement Locaux Unis CGLU

**Porfirio Muñoz Ledo**, Dirigeant du Frente Amplio Progresista, Mexique

**Jaime Paz Zamora**, Ancien Président de la Bolivie

**Alejandro Toledo**, Ancien Président du Pérou

La rencontre des dirigeants latino-américains s'est tenue au siège de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes CEPAL, dans la prestigieuse salle de conférence Raúl Prebisch. En présence de Monsieur Didier Borotra, de François Bayrou et de **Patricio Aylwin**, Ancien Président du Chili.

- **Carlos Mesa, Ancien Président de la Bolivie**

Carlos Mesa, pour introduire cette rencontre a présenté le livre intitulé "Agenda global pour l'Amérique Latine", fruit de la V<sup>ème</sup> Réunion des Présidents à Cartagena en juin 2005, qui revient sur la trajectoire politico-

économique de l'Amérique Latine depuis les transitions. Le livre débute avec l'inflexion historique du continent vers le néolibéralisme à la fin des années 1990 via le dénommé « consensus de Washington ». Bien évidemment les réformes n'ont pas eu la même portée dans tous les pays mais parmi les constantes on retrouve la stabilité économique, le libre échange, la globalisation... qui ont peu à peu fait disparaître le « fait social », l'Etat s'amenuisant un peu plus tous les jours alors que les écarts de richesse ne cessaient de croître. En 2005, face à ce constat préoccupant, les présidents ont voulu marquer la fin d'une étape, la fin de l'orthodoxie libérale la plus radicale, l'épuisement du modèle pour un retour vers l'Etat. De 2005 à 2007, les divers processus électoraux ont bien reflété le changement de l'échiquier politique. En 1999, l'élection de Chavez au Venezuela qui affiche une position radicale critique envers le néolibéralisme marque un tournant. S'étend alors à travers le continent, en Bolivie, au Nicaragua, en Equateur, un courant de pensée qui serait une sorte de socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle et qui récupère une « communication avec le fait populaire ». Cette nouvelle vague politique est liée à la nécessité de cohésion sociale qui passe par une réinsertion de l'Etat dans l'économie. Mais aujourd'hui, c'est le processus d'intégration régionale qui est mis en question, tiraillé entre les différentes idéologies : la persistance du néolibéralisme et l'ascension d'un nouveau socialisme. Or, les idéologies ne devraient pas faire obstruction. Il est temps de discuter les différences de fond entre les différents modèles de gouvernement en termes de politiques sociales, internationales et en termes d'insertion économique. Il faut chercher un nouvel alignement et pour cela réfléchir à une orientation commune des politiques sociales.

- **Rodrigo Borja, Ancien Président de l'Equateur**

Pour Rodrigo Borja, la globalisation a été synonyme de fragmentation, la transnationalisation a signé une dégradation interne ; ainsi les écarts de rémunérations croissent dangereusement, là se trouve le plus grand défi à la cohésion sociale.

- **Marco Vinicio Cerezo, Ancien Président du Guatemala**

Pour Marco Vinicio Cerezo, "La majeure partie des gens avancent dans la vie comme dans un train, en regardant ce qui est déjà passé..." et c'est ce dont souffrent les latino-américains. Il faut que l'Amérique Latine divorce du passé, et notamment du clientélisme politique qui a animé le siècle précédent. Ce constat est sensible concernant les secteurs d'opinion qui ont une véritable influence sur les politiques. Si l'on reprend le thème de l'avortement, qui sera traité par Patricia Mercado, à l'heure de s'interroger sur sa légalisation on consulte l'Eglise, les milieux traditionnels conservateurs au lieu de consulter qui de droit, le peuple, les électeurs eux-mêmes. Marco Vinicio Cerezo souligne trois points essentiels pour fortifier la cohésion sociale : se mettre d'accord sur

un projet historique, demander au peuple ce qu'il veut, se donner les capacités pour éduquer les futurs citoyens.

- **Eduardo Frei, Président du Sénat, Ancien Président du Chili**

« Nous voyons la lumière au bout du tunnel...plus de démocratie, plus de croissance... ». Eduardo Frei a rappelé les progrès parcourus tout en soulignant en même temps l'incapacité des gouvernements à mettre en place un modèle de développement réellement inclusif. De la même façon, la crise des parties politiques révèle une sévère crise de la démocratie. Les questions fondamentales reposent sur le bon dosage Etat/ Secteur privé, et il est l'heure de se les poser.

- **Nancy Patricia Gutierrez, Présidente Congrès de la République, Colombie**

Nancy Patricia Gutierrez a insisté sur la précarité du processus d'intégration miné par l'individualisme et les différences entre les pays. Chercher la cohésion sociale, consiste avant tout à l'échelle régionale à trouver un thème autour duquel pourraient s'unir tous les pays. Un exemple cuisant de la fragilité du processus d'intégration est le nombre d'accords de libre échange qui se négocient de façon individuelle.

- **Patricia Mercado, Ancienne Candidate a la Présidence, Mexique**

Patricia Mercado a décidé de s'intéresser au thème de la cohésion sociale en abordant le cas de la marginalisation des femmes dans les sociétés latino-américaines et précisément dans le cas des maternités précoces, qui sont fréquentes dans les strates pauvres et rurales des populations. Ces maternités renforcent les situations de marginalisation, et amènent au devant de la scène politique la question de la légalisation de l'avortement, légal dans seulement trois pays en Amérique Latine. L'illégalité de l'avortement est bien souvent dû à la forte prégnance de l'Eglise Catholique dans ces sociétés. Or la laïcité est un facteur de cohésion sociale. La démocratisation passe par une conception plus libertaire du citoyen. L'inclusion d'un « droit sexuel » requiert la laïcité de l'Etat pour lutter contre l'exclusion et la discrimination que subissent les femmes.

- **Paco Moncayo, Maire du District Métropolitain de San Francisco de Quito, Equateur, et Co-président des Villes et des Gouvernement Locaux Unis CGLU**

« Quel est le rôle des gouvernements locaux ? » Pour Paco Moncayo, en étant plus proche de la communauté, les gouvernements locaux ont un rôle primordial à jouer en matière de cohésion sociale. Leur renforcement se répercute sur la solidité de la nation toute entière. Les objectifs du millénaire

fixés par les Nations Unies s'obtiendront avec la participation des municipalités.

- **Porfirio Muñoz Ledo, Dirigeant du Frente Amplio Progresista, Mexique**

Porfirio Muñoz Ledo a appelé à ce que nous partageons un univers conceptuel commun, base préalable à l'élaboration de toute proposition.

- **Jaime Paz Zamora, Ancien Président de la Bolivie**

Jaime Paz Zamora, en parlant de son pays la Bolivie, s'est félicité de pouvoir fêter 25 années de gouvernement tout en ayant gardé la même architecture institutionnelle. C'est la première fois dans la petite histoire de la Bolivie et pour Jaime Paz Zamora ce constat est primordial : s'il n'en avait pas été ainsi, la Bolivie aurait été inviable au XXI<sup>ème</sup> siècle. Cette architecture institutionnelle est la base du projet de construction nationale. En Bolivie, pour diverses raisons, on a l'impression d'une opposition des indiens contre les blancs. Il n'en est pas ainsi ; la nation bolivienne est une nation métisse, Jaime Paz Zamora parle d'une « matrice indigène originelle ». Pour avancer sur le chemin de la construction nationale et de la cohésion sociale il faut travailler la relation métissage/démocratie au cœur des dynamiques sociales latino-américaines.

- **Alejandro Toledo, Ancien Président du Pérou**

Alejandro Toledo a évoqué la possibilité qui s'offre à l'Amérique Latine de réaliser un saut qualitatif d'ici à 10 ou 15 ans et d'afficher une position dominante au sein du système économique mondial. En partie débarrassée du complexe de toujours regarder vers l'Europe, l'Amérique Latine est en train de reformuler son modèle de développement et dépend de moins en moins de la vente de produits traditionnels tout comme elle est moins vulnérable aux facteurs exogènes. Cependant, et nombreux sont ceux qui l'ont répété durant ces deux jours de réflexion, elle reste la région au monde la plus inégalitaire. Et en ce sens, Alejandro Toledo s'est adressé aux chefs d'entreprise en affirmant « qu'il est rentable de contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités ». Les pauvres représentent un marché potentiel gigantesque et s'il ya de la croissance, pour parler de démocratie, il faut que les fruits en soient redistribués. Il faut investir en faveur de la nutrition, de la santé, d'emplois décents.

---